

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Compagnies Loblaw limitée annonce les résultats financiers du quatrième trimestre de 2009 et de l'exercice terminés le 2 janvier 2010¹⁾

BRAMPTON, ONTARIO, le 17 février 2010 Les Compagnies Loblaw limitée (TSX : L) (« Loblaw » ou la « société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers non vérifiés du quatrième trimestre et ceux de l'exercice terminés le 2 janvier 2010, résultats qui s'appuient sur l'examen fait par la direction des résultats non vérifiés provisoires pour ces périodes.

Sommaire des résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2009

- Bénéfice net de base par action ordinaire de 0,60 \$ pour le quatrième trimestre de 2009 (12 semaines), en baisse de 14,3 %, par rapport à celui du trimestre de 2008 (13 semaines).
- Bénéfice d'exploitation, BAIIA²⁾ et bénéfice net de base par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2009 en forte hausse comparativement à la même période de l'exercice précédent, sur une base équivalente de 12 semaines et y compris les autres facteurs dont il est question dans le présent communiqué de presse.
- Chiffre d'affaires et chiffre d'affaires des magasins comparables, en baisse de 5,6 % et de 7,8 %, respectivement, pour le quatrième trimestre de 2009 (12 semaines). Sur une base équivalente de 12 semaines et y compris les autres facteurs dont il est question dans le présent communiqué de presse, le chiffre d'affaires a stagné et celui des magasins comparables a reculé de 0,7 %.
- Bénéfice net de base par action ordinaire de 2,39 \$ pour l'exercice 2009 (52 semaines), en hausse de 18,9 % par rapport à celui de l'exercice précédent (53 semaines).
- Chiffre d'affaires et chiffre d'affaires des magasins comparables, en baisse de 0,2 % et de 1,1 %, respectivement, pour l'exercice 2009 (52 semaines). Sur une base équivalente de 52 semaines et y compris les autres facteurs dont il est question dans le présent communiqué de presse, le chiffre d'affaires et celui des magasins comparables ont progressé de 1,6 % et de 0,7 %, respectivement.
- Marge du BAIIA²⁾ de 5,8 % pour l'exercice 2009 (52 semaines) et de 5,7 % pour le quatrième trimestre (12 semaines) de cet exercice, comparativement à 5,2 % et à 5,6 % pour l'exercice 2008 (53 semaines) et le quatrième trimestre (13 semaines) de cet exercice, respectivement.

Pour les périodes terminées le 2 janvier 2010 et le 3 janvier 2009

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
	(non vérifié) (12 semaines)	(non vérifié – retraité) (13 semaines)		(non vérifié) (52 semaines)	(vérifié – retraité) (53 semaines)	
Chiffre d'affaires	7 311 \$	7 745 \$	(5,6)%	30 735 \$	30 802 \$	(0,2)%
Bénéfice brut	1 728	1 740	(0,7)%	7 196	6 911	4,1 %
Bénéfice d'exploitation	277	320	(13,4)%	1 205	1 052	14,5 %
Bénéfice net	165	190	(13,2)%	656	550	19,3 %
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,60	0,70	(14,3)%	2,39	2,01	18,9 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables (en pourcentage)	(7,8)%	10,6 %		(1,1)%	4,2 %	
Marge d'exploitation	3,8 %	4,1 %		3,9 %	3,4 %	
BAIIA ²⁾	420 \$	434 \$	(3,2)%	1 794 \$	1 602 \$	12,0 %
Marge du BAIIA ²⁾	5,7 %	5,6 %		5,8 %	5,2 %	

1) Le présent communiqué de presse contient de l'information prospective. Voir les énoncés prospectifs à la page 3 du présent communiqué de presse pour une analyse des principaux facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des conclusions, prévisions et informations prévisionnelles contenues aux présentes et des principales hypothèses posées. Le présent communiqué de presse doit être lu en parallèle avec les documents de Les Compagnies Loblaw limitée déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières, documents qui se trouvent aussi sur les sites www.sedar.com et www.loblaw.ca.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 8 du présent communiqué de presse.

« Nous en sommes à la troisième année de notre plan de redressement et nous continuons à progresser. Les deux prochaines années seront toutefois parmi les plus difficiles », a commenté M. Galen G. Weston, président du conseil de Les Compagnies Loblaw limitée. « Nous nous attendons une fois de plus que le chiffre d'affaires et les marges soient mis à rude épreuve, en raison de la déflation et de l'intensification de la concurrence au début de 2010. La société entend accélérer ses investissements dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement, ce qui aura une incidence défavorable sur le bénéfice d'exploitation d'environ 185 millions de dollars en regard de celui de 2009, tout en maintenant ses dépenses en immobilisations à environ 1 milliard de dollars. »

- Le chiffre d'affaires et le chiffre d'affaires des magasins comparables ont reculé de 5,6 % et de 7,8 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre de 2009 et ont enregistré :
 - un recul d'environ 7,0 % lié à la semaine de vente supplémentaire au quatrième trimestre de 2008;
 - un recul d'environ 0,7 % dû au fait que les ventes de l'Action de grâces ont été réalisées au troisième trimestre de 2009, tandis qu'elles avaient été réalisées au quatrième trimestre en 2008;
 - une croissance d'environ 0,6 % attribuable à un arrêt de travail survenu dans certains magasins *Maxi* du Québec au quatrième trimestre de 2008.
- Outre les facteurs susmentionnés, au quatrième trimestre de 2009, le chiffre d'affaires :
 - a grimpé de 1,8 % par suite de l'acquisition de T&T Supermarket Inc. (« T&T »), qui s'est concrétisée au troisième trimestre de 2009;
 - a reculé de 0,3 % suivant la vente des services alimentaires de la société au quatrième trimestre de 2008.
- Sur une base équivalente de 12 semaines, au quatrième trimestre de 2009 :
 - les ventes de produits alimentaires ont été stables, tandis que celles des produits de pharmacie ont connu une croissance modérée;
 - la croissance des ventes de vêtements a été soutenue, alors que les ventes d'articles de marchandise générale se sont considérablement repliées;
 - les postes d'essence ont réalisé un chiffre d'affaires à la hausse en raison de la hausse du prix de détail de l'essence et de la forte croissance des volumes vendus;
 - la société a été aux prises avec une déflation interne du prix de détail des aliments comparativement à une inflation modeste du prix des aliments calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin ».
- Le bénéfice brut s'est replié de 12 millions de dollars, ou 0,7 %, pour s'établir à 1 728 millions de dollars au quatrième trimestre de 2009, comparativement au quatrième trimestre de 2008. Cette diminution est imputable à la semaine de vente supplémentaire en 2008. Exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, le bénéfice brut s'est élevé à 23,6 % au quatrième trimestre de 2009, comparativement à 22,5 % au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Cette progression est essentiellement attribuable à l'amélioration des synergies en matière d'achat, à une gestion plus rigoureuse de la chaîne d'approvisionnement, à la baisse du coût du carburant et à l'efficacité des activités de transport. Les investissements soutenus dans les prix ont en partie compensé la progression.
- Les éléments énumérés ci-dessous ont influé sur le bénéfice d'exploitation de la société du quatrième trimestre de 2009 (12 semaines), comparativement au quatrième trimestre de 2008 (13 semaines) :
 - une charge associée à la rémunération à base d'actions, compte tenu des contrats à terme sur capitaux propres, et s'élevant à 5 millions de dollars (bénéfice de 17 millions de dollars en 2008). Son incidence sur le bénéfice net de base par action ordinaire a engendré une charge de 0,01 \$ (un bénéfice de 0,07 \$ en 2008);
 - aucun bénéfice en 2009 comparativement à des retombées positives en 2008 par suite d'une reprise de 8 millions de dollars liée à des coûts de restructuration et de 22 millions de dollars associés à la vente des services alimentaires de la société. L'incidence sur le bénéfice net de base par action ordinaire du quatrième trimestre de 2008 a été un bénéfice de 0,02 \$ et 0,06 \$, respectivement.
- Le bénéfice d'exploitation a diminué de 43 millions de dollars, ou 13,4 %, pour s'établir à 277 millions de dollars au quatrième trimestre de 2009, comparativement au quatrième trimestre de 2008. Ce recul s'explique principalement par la semaine de vente supplémentaire en 2008. La marge d'exploitation a été de 3,8 % au quatrième trimestre de 2009, comparativement à 4,1 % un an plus tôt. Le bénéfice d'exploitation comprend une charge de 27 millions de dollars (29 millions de dollars en 2008) imputable à la dépréciation d'immobilisations relative à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la juste valeur de certains magasins ainsi qu'à une charge supplémentaire de 12 millions de dollars se rapportant à l'investissement dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement. Les résultats d'exploitation de T&T pris en compte dans le bénéfice d'exploitation de la société au quatrième trimestre sont négligeables.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse de Loblaw contient des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les liquidités, les obligations, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société. Des termes comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « prévoir », « pouvoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « faire », « devoir » et d'autres expressions semblables, lorsqu'ils se rapportent à la société ou à sa direction, ont pour but de signaler des énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des faits historiques, mais reflètent plutôt les attentes actuelles de la société quant aux résultats et événements futurs.

Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes en conséquence desquels les résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles, notamment la possibilité que les plans et les objectifs de la société ne soient pas réalisés. Ces risques et incertitudes comprennent notamment l'évolution de la conjoncture économique, dont le taux d'inflation ou de déflation; les changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs; l'intensification de la concurrence de la part des concurrents actuels ou de nouveaux concurrents; des changements dans les stratégies d'établissement des prix de la société ou de ses concurrents; le rendement des magasins franchisés en deçà des attentes; les risques associés aux conditions du programme financier offert aux franchisés de la société; l'impossibilité pour la société de réaliser les avantages prévus devant découler des acquisitions d'entreprises ou des dessaisissements; l'impossibilité de réaliser une croissance du chiffre d'affaires ainsi que les économies et l'efficacité opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment ses investissements dans les systèmes informatiques, la chaîne d'approvisionnement et d'autres mesures de compression des coûts; l'augmentation des coûts liés aux services publics et, notamment, à l'électricité et au carburant; l'incapacité de l'infrastructure informatique de la société à soutenir les besoins de cette dernière; l'incapacité de la société à gérer ses stocks de manière à atténuer l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes; l'incapacité à mener à bien les initiatives importantes en temps opportun, notamment le lancement de produits novateurs et reformulés et la rénovation ou l'ouverture de magasins; les résultats imprévus associés à la mise en œuvre d'initiatives stratégiques; l'incapacité de la chaîne d'approvisionnement à répondre aux besoins des magasins de la société; la détérioration des relations de la société avec les membres de son personnel, particulièrement au cours des périodes de changement; l'incapacité d'atteindre les résultats désirés au cours des négociations collectives, y compris les modalités de futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail; les modifications des exigences réglementaires qui concernent les activités de la société; l'adoption de nouvelles normes comptables et les changements dans l'utilisation des estimations comptables de la société, notamment en ce qui a trait à l'évaluation des stocks; les fluctuations du bénéfice de la société par suite de la variation de la valeur de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme sur capitaux propres relatifs à ses actions ordinaires; les changements dans les passifs d'impôts de la société, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales ou des cotisations futures; une dépendance envers des prestataires de services indépendants qui nuit à la société; les événements touchant la santé publique; l'incapacité de la société à obtenir du financement externe; les variations des taux de change et d'intérêt; l'incapacité de la société à recouvrer ses créances sur cartes de crédit; toutes cotisations que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle; l'incapacité de la société à recruter et à garder à son emploi des dirigeants clés; et les questions de contrôle de la qualité avec les fournisseurs. Ces risques ainsi que d'autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, notamment dans la rubrique « Risques et gestion des risques » du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2008 – revue financière de la société. Ces énoncés prospectifs reflètent les hypothèses actuelles de la direction à l'égard de ces risques et incertitudes et leur incidence respective sur la société.

En outre, d'autres risques et incertitudes actuellement inconnus de la société ou que cette dernière juge négligeables à l'heure actuelle pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent sensiblement de ceux prévus dans ces énoncés prospectifs. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, lesquels reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent communiqué de presse. La société décline toute obligation ou intention de mettre à jour ou de revoir ces énoncés prospectifs à la lumière de nouvelles informations ou à la suite d'événements ultérieurs, ou bien pour tout autre motif, sauf dans la mesure prévue par la loi.

Résultats d'exploitation

Les efforts de redressement de la société vont toujours bon train, celle-ci cherchant à améliorer son offre de produits alimentaires, à proposer davantage de produits novateurs, à rénover ses magasins, à perfectionner son infrastructure et à accroître la valeur offerte à sa clientèle.

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires a diminué de 5,6 % au quatrième trimestre de 2009, pour s'établir à 7 311 millions de dollars (12 semaines), comparativement à 7 745 millions de dollars (13 semaines) pour le trimestre correspondant de l'exercice 2008.

Les éléments suivants constituent les principaux facteurs à l'origine de la variation du chiffre d'affaires entre les quatrième trimestres de 2008 et de 2009 :

- le chiffre d'affaires des magasins comparables s'est replié de 7,8 %, le chiffre d'affaires et celui des magasins comparables ayant baissé d'environ 7,0 % en raison de la semaine de vente supplémentaire au quatrième trimestre de 2008;
- le chiffre d'affaires de T&T a contribué à raison de 1,8 % à la progression du chiffre d'affaires de la société;
- le chiffre d'affaires a reculé de 0,3 % en raison de la vente des services alimentaires de la société au quatrième trimestre de 2008;
- les ventes de l'Action de grâces, qui ont été réalisées au troisième trimestre de 2009, tandis qu'elles avaient été réalisées au quatrième trimestre en 2008, ont contribué, à raison d'environ 0,7 %, à la baisse du chiffre d'affaires et de celui des magasins comparables;
- le chiffre d'affaires et celui des magasins comparables ont grimpé d'environ 0,6 % en raison d'un arrêt de travail dans certains magasins *Maxi* du Québec au quatrième trimestre de 2008. Exception faite de deux magasins qui ont définitivement fermé leurs portes, ces établissements ont rouvert au cours du premier trimestre de 2009;
- sur une base équivalente de 12 semaines, la croissance des ventes de produits alimentaires a stagné, tandis que celle des produits de pharmacie a été modérée;
- sur une base équivalente de 12 semaines, la croissance des ventes de vêtements a été soutenue, alors que les ventes d'articles de marchandise générale ont considérablement diminué à cause d'une baisse des dépenses de consommation discrétionnaires et de gammes de produits moins larges et de la superficie plus faible leur étant allouée;
- sur une base équivalente de 12 semaines, la majoration du prix de détail de l'essence et la forte hausse des volumes de ventes ont généré une croissance du chiffre d'affaires des postes d'essence;
- la société a été aux prises avec une déflation du prix de détail des aliments comparativement à une inflation modeste de 1,6 % du prix des aliments calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin ». Cet indice ne tient pas forcément compte de l'incidence de l'inflation sur la composition précise des produits vendus dans les magasins Loblaw;
- au quatrième trimestre de 2009, 7 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont été ouverts et 10 ont fermé leurs portes, ce qui a donné lieu à une diminution nette de 0,2 million de pieds carrés, soit 0,5 % de la superficie. En 2009, 41 magasins détenus par la société et magasins franchisés, y compris 17 magasins T&T acquis, ont été inaugurés et 33 ont été fermés, pour une augmentation nette de 0,5 million de pieds carrés, soit 1,0 % de la superficie.

En 2009 (52 semaines), le chiffre d'affaires a diminué de 0,2 %, ou 67 millions de dollars, pour s'établir à 30 735 millions de dollars, comparativement à celui de 30 802 millions de dollars en 2008 (53 semaines). Les facteurs suivants, de même que les facteurs liés aux résultats trimestriels dont il a été fait mention ci-dessus, expliquent la variation du chiffre d'affaires pour 2009 par rapport à 2008.

- La semaine de vente supplémentaire au quatrième trimestre de 2008 explique la baisse du chiffre d'affaires de la période correspondante de 2009 des magasins comparables dans une mesure de 1,1 % ainsi que celle du chiffre d'affaires et de celui des magasins comparables d'environ 1,8 %.
- Le chiffre d'affaires de T&T a contribué à raison de 0,5 % à la progression du chiffre d'affaires de la société.
- La croissance du chiffre d'affaires a été affaiblie de 0,5 % par la vente des services alimentaires de la société au quatrième trimestre de 2008.

Bénéfice brut Le bénéfice brut s'est établi à 1 728 millions de dollars au quatrième trimestre de 2009, en baisse de 12 millions de dollars comparativement au bénéfice brut de 1 740 millions de dollars générés pour la même période en 2008. Ce résultat est imputable à la semaine de vente additionnelle en 2008. Le bénéfice brut a correspondu à 23,6 % du chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 2009, en regard de 22,5 % un an plus tôt. Le bénéfice brut de 2009 s'est accru de 285 millions de dollars et a atteint 7 196 millions de dollars, comparativement à 6 911 millions de dollars en 2008. En pourcentage du chiffre d'affaires, il s'est situé à 23,4 % en 2009, comparativement à 22,4 % en 2008. Pour 2009, l'amélioration des synergies en matière d'achat, une gestion plus stricte des fournisseurs, la baisse des coûts du carburant et l'efficacité des activités de transport ont favorisé la progression du bénéfice brut et du pourcentage du chiffre d'affaires qu'il a représenté. Les investissements continus dans les prix ont compensé en partie la progression.

Bénéfice d'exploitation Le bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre de 2009 s'est établi à 277 millions de dollars, comparativement à 320 millions de dollars en 2008, en baisse de 43 millions de dollars, résultat de la semaine de vente additionnelle en 2008. La marge d'exploitation a été de 3,8 % au quatrième trimestre de 2009, comparativement à 4,1 % un an plus tôt. Le repli du bénéfice d'exploitation tient à une charge de 5 millions de dollars (bénéfice de 17 millions de dollars en 2008) associée à la rémunération à base d'actions, compte tenu des contrats à terme sur capitaux propres et des charges additionnelles de 12 millions de dollars en lien avec l'investissement de la société dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement. Le bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre de 2009 comprend une charge de 27 millions de dollars (29 millions de dollars en 2008) imputable à la dépréciation d'immobilisations relative à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la juste valeur de certains magasins. Des charges de restructuration inférieures aux prévisions et un gain de 22 millions de dollars à la vente des services alimentaires de la société ont eu des retombées positives de l'ordre de 8 millions de dollars sur les résultats du quatrième trimestre de 2008.

Au quatrième trimestre de 2009, le BAIIA¹⁾ a diminué de 14 millions de dollars, ou 3,2 %, pour se chiffrer à 420 millions de dollars, alors qu'il était de 434 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008. La marge du BAIIA¹⁾ a augmenté pour s'établir à 5,7 %, comparativement à 5,6 % au quatrième trimestre de 2008. L'augmentation du BAIIA¹⁾ est essentiellement attribuable au fléchissement du bénéfice d'exploitation et de la marge d'exploitation.

Sur une base équivalente de 12 semaines et exclusion faite des éléments susmentionnés, le bénéfice d'exploitation et le BAIIA¹⁾ se sont grandement améliorés au quatrième trimestre de 2009, par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2008.

Le bénéfice d'exploitation a bondi de 153 millions de dollars, ou 14,5 %, pour s'établir à 1 205 millions de dollars en 2009, soit une marge d'exploitation de 3,9 %, comparativement à 3,4 % un an plus tôt. Le bénéfice d'exploitation de 2009 tient compte d'une charge de 22 millions de dollars (7 millions de dollars en 2008) liée à la rémunération à base d'actions, compte tenu des contrats à terme sur capitaux propres. L'augmentation du bénéfice d'exploitation et de la marge d'exploitation de 2009 tient principalement à la hausse du bénéfice brut, facteur en partie neutralisé par une charge additionnelle liée à la rémunération à base d'actions, les charges additionnelles de 73 millions de dollars en lien avec l'investissement dans les technologies de l'information et la chaîne d'approvisionnement et par la baisse du gain tiré de la vente de placements par la Banque *le Choix du Président* (la « Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, gain qui s'est chiffré à 8 millions de dollars (14 millions de dollars en 2008). Le bénéfice d'exploitation de 2009 comprend une charge de 27 millions de dollars (29 millions de dollars en 2008) imputable à la dépréciation d'immobilisations relative à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la juste valeur de certains magasins. Le bénéfice d'exploitation dégagé un an plus tôt tient compte d'un gain de 22 millions de dollars sur la vente des services alimentaires de la société.

Les mesures de compression des coûts mises en œuvre dans tous les échelons de la société ont contribué à l'accroissement du bénéfice d'exploitation entre 2008 et 2009. Plus précisément, les coûts de la main-d'œuvre et de la chaîne d'approvisionnement ont fléchi grâce au maintien d'une productivité plus élevée du personnel et à de meilleures efficacités dans les centres de distribution.

Le BAIIA¹⁾ de 2009 a bondi de 192 millions de dollars, ou 12,0 %, pour s'établir à 1 794 millions de dollars, comparativement à 1 602 millions de dollars pour 2008. La marge du BAIIA¹⁾ a augmenté, passant de 5,2 % en 2008 à 5,8 % pour l'exercice 2009. L'accroissement du BAIIA¹⁾ et de la marge du BAIIA¹⁾ est principalement attribuable à l'essor du bénéfice d'exploitation et de la marge d'exploitation en 2009.

Intérêts débiteurs et autres frais de financement Les intérêts débiteurs et autres frais de financement se sont élevés à 64 millions de dollars au quatrième trimestre de 2009, comparativement à 65 millions de dollars pour la période correspondante de 2008. Les éléments suivants ont influé sur les intérêts débiteurs et autres frais de financement :

- des intérêts sur la dette à long terme de 67 millions de dollars (70 millions de dollars en 2008);
- des intérêts créditeurs nets à court terme de 1 million de dollars (2 millions de dollars en 2008);
- des intérêts créditeurs sur les dépôts de garantie d'un montant négligeable (2 millions de dollars en 2008);
- des dividendes sur les titres de participation de 3 millions de dollars (4 millions de dollars en 2008);
- des intérêts débiteurs de 5 millions de dollars (5 millions de dollars en 2008) qui ont été capitalisés au titre des immobilisations.

En 2009, les intérêts débiteurs et autres frais de financement se sont élevés à 269 millions de dollars, comparativement à 263 millions de dollars en 2008.

Impôts sur le bénéfice Pour le quatrième trimestre de 2009 et pour l'exercice 2009, le taux d'imposition effectif s'est respectivement établi à 18,3 % (24,3 % en 2008) et à 28,7 % (29,0 % en 2008). Les réductions du taux d'imposition effectif s'expliquent avant tout par la baisse cumulative de la charge d'impôts par suite de la diminution des taux d'imposition prévus par la loi en Ontario qui ont pris force de loi au quatrième trimestre de 2009, par l'utilisation accélérée des reports de pertes en avant et par une baisse des impôts sur le bénéfice à payer en raison de certaines questions fiscales liées à des exercices antérieurs.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 8 du présent communiqué de presse.

Bénéfice net Le bénéfice net dégagé au quatrième trimestre de 2009 s'est établi à 165 millions de dollars, en baisse de 25 millions de dollars, ou 13,2 %, par rapport à celui du même trimestre de 2008, qui avait atteint 190 millions de dollars. Pour l'exercice 2009, le bénéfice net a atteint 656 millions de dollars, contre 550 millions de dollars en 2008, en hausse de 106 millions de dollars, ou 19,3 %. Le bénéfice net de base par action ordinaire a reculé de 0,10 \$, ou 14,3 %, pour se chiffrer à 0,60 \$ au quatrième trimestre de 2009 comparativement à 0,70 \$ un an plus tôt et il a augmenté de 0,38 \$, ou 18,9 %, pour atteindre 2,39 \$ pour l'exercice 2009, contre 2,01 \$ pour l'exercice précédent.

Au quatrième trimestre de 2009, une charge de 0,01 \$ (bénéfice de 0,07 \$ en 2008) par action ordinaire et, pour l'exercice 2009, une charge de 0,08 \$ (0,04 \$ en 2008) par action ordinaire, éléments imputables à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions, compte tenu des contrats à terme sur capitaux propres, ont influé sur le bénéfice net de base par action ordinaire.

Situation de trésorerie et sources de financement

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les flux de trésorerie futurs liés à l'exploitation et les montants qu'elle peut prélever sur sa facilité de crédit actuelle de 800 millions de dollars lui permettent de financer son programme de dépenses en immobilisations ainsi que ses besoins courants liés à ses activités, y compris le fonds de roulement et la capitalisation des régimes de retraite, au cours des 12 prochains mois. Par ailleurs, comme elle jouit d'un accès raisonnablement facile aux marchés financiers, la société n'entrevoit pas de difficulté à obtenir du financement pour s'acquitter de ses obligations à long terme.

Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation Au quatrième trimestre de 2009, les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 615 millions de dollars, en regard de 619 millions de dollars pour la période correspondante de 2008. Ce fléchissement découle de la diminution du bénéfice d'exploitation essentiellement attribuable à la semaine de vente supplémentaire en 2008 et du règlement de contrats à terme sur capitaux propres, ces facteurs ayant été en partie compensés par la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement. En 2009, les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation se sont établies à 1 945 millions de dollars, en regard de 960 millions de dollars en 2008. L'augmentation des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation est essentiellement attribuable à la hausse du bénéfice d'exploitation et à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement découlant de l'évolution des stocks et des créditeurs et charges à payer, ce qui a été en partie compensé par le règlement de contrats à terme sur capitaux propres.

Sorties nettes liées aux activités d'investissement Au quatrième trimestre de 2009, les sorties nettes liées aux activités d'investissement se sont établies à 753 millions de dollars, comparativement à 419 millions de dollars pour la période correspondante de 2008. La hausse des sorties nettes est principalement imputable aux fluctuations des placements à court terme et à une variation des rentrées nettes liées à des créances sur cartes de crédit après leur titrisation. Au cours du quatrième trimestre de 2009, la société s'est de nouveau portée acquéreur d'un centre de distribution pour environ 140 millions de dollars, y compris la prise en charge d'un prêt hypothécaire d'environ 90 millions de dollars, centre qui avait été vendu en 2007. En 2009, les sorties nettes liées aux activités d'investissement ont atteint 1 248 millions de dollars, contre 578 millions de dollars en 2008. La hausse des sorties nettes liées aux activités d'investissement enregistrée d'un exercice à l'autre a découlé essentiellement de l'acquisition de T&T, d'une augmentation du nombre d'immobilisations acquises et de la variation des placements à court terme, facteurs en partie compensés par des fluctuations des dépôts de garantie. Les dépenses en immobilisations se sont élevées à environ 460 millions de dollars pour le quatrième trimestre (353 millions de dollars en 2008) et à 1,1 milliard de dollars pour l'exercice 2009 (750 millions de dollars en 2008). La société estime que les dépenses en immobilisations s'établiront à environ 1 milliard de dollars en 2010.

Sorties nettes liées aux activités de financement Au quatrième trimestre de 2009, les sorties nettes liées aux activités de financement se sont chiffrées à 51 millions de dollars, comparativement à 161 millions de dollars un an plus tôt. La diminution enregistrée a résulté surtout de la réduction des paiements de dividendes en espèces en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (le « RRD ») et du remboursement de la dette à court terme au quatrième trimestre de 2008, facteurs en partie compensés par l'achat d'actions ordinaires au quatrième trimestre de 2009. Les sorties nettes liées aux activités de financement pour l'exercice 2009 se sont chiffrées à 173 millions de dollars en regard de 371 millions de dollars en 2008. La diminution enregistrée d'un exercice à l'autre a résulté surtout de la réduction des paiements de dividendes en espèces en vertu du RRD, de la date du paiement des dividendes sur les actions ordinaires et du refinancement de la dette en 2008, facteurs compensés en partie par l'achat d'actions ordinaires au quatrième trimestre de 2009 et l'émission de titres de participation au troisième trimestre de 2008.

Au cours du deuxième trimestre de 2009 et conformément à son programme de billets à moyen terme, série 2, la société a émis des billets à moyen terme non garantis, série 2-A d'une durée de cinq ans et d'un montant en capital de 350 millions de dollars. Les intérêts sur les billets, d'un taux fixe de 4,85 %, doivent être versés chaque semestre. Ces billets représentent des obligations non garanties et sont remboursables au gré de la société.

Les billets à moyen terme, à 5,75 %, de 125 millions de dollars, exigibles le 22 janvier 2009, sont arrivés à échéance et ont été remboursés au premier trimestre de 2009.

Dette nette¹⁾ Au premier trimestre de 2009, la société avait modifié sa définition de la dette nette¹⁾ afin qu'elle englobe la juste valeur des actifs et passifs dérivés financiers, la société jugeant que cette mesure devait rendre compte de tous les arrangements financiers portant intérêt.

La dette nette¹⁾ se chiffrait à 2 783 millions de dollars au 2 janvier 2010, comparativement à 3 293 millions de dollars au 3 janvier 2009. La diminution de 510 millions de dollars a résulté surtout de l'amélioration des éléments hors caisse du fonds de roulement et des économies en espèces liées au RRD. La diminution a été en partie neutralisée par l'acquisition de T&T, le prêt hypothécaire en lien avec l'acquisition d'un centre de distribution et l'achat d'actions ordinaires au quatrième trimestre de 2009.

Au 3 janvier 2009, la dette nette¹⁾ s'établissait à 3 293 millions de dollars, recul de 276 millions de dollars par rapport à la dette de 3 569 millions de dollars enregistrée au 29 décembre 2007. Cette baisse est essentiellement attribuable au fait que la société a refinancé en 2008 une partie de sa dette venant à échéance à l'aide de titres de participation, dont l'émission a rapporté un produit de 218 millions de dollars, ainsi qu'aux écarts de change liés à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux placements à court terme et aux dépôts de garantie libellés en devises détenus par Glenhuron Bank Limited (« Glenhuron »), filiale en propriété exclusive de la société. Tous ces facteurs ont été en partie neutralisés par des pertes nettes découlant de la variation de la valeur des instruments financiers.

Cotisations aux avantages sociaux futurs

Pour l'exercice terminé le 2 janvier 2010, la société a versé des cotisations s'établissant à 100 millions de dollars (138 millions de dollars en 2008) à ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation. Elle s'attend à y verser environ 100 millions de dollars en 2010. La société surveille et évalue régulièrement l'évolution des régimes ainsi que l'incidence des changements des données démographiques des participants, de la fluctuation des marchés financiers et d'autres facteurs économiques pouvant influencer sur les besoins en matière de capitalisation, les coûts des avantages sociaux futurs des employés et les hypothèses actuarielles.

Contrats à terme sur capitaux propres

Glenhuron a versé 17 millions de dollars durant le quatrième trimestre de 2009 et 55 millions de dollars pour l'exercice 2009 à une contrepartie afin de résilier une partie des contrats à terme sur capitaux propres représentant 1,7 million d'actions et 3,3 millions d'actions, respectivement, ce qui a entraîné l'extinction d'une tranche correspondante du passif connexe.

À la fin de l'exercice 2009, Glenhuron avait conclu des contrats à terme sur capitaux propres visant l'achat de 1,5 million d'actions ordinaires de la société (4,8 millions en 2008) à un prix à terme moyen de 66,25 \$ (54,46 \$ en 2008), y compris des intérêts débiteurs de 10,03 \$ (9,59 \$ en 2008) par action ordinaire. À la fin de 2009, les intérêts et la perte de marché non réalisée de 48 millions de dollars (92 millions de dollars en 2008) étaient inscrits dans les créditeurs et charges à payer.

Risques et gestion des risques

Une description détaillée des risques financiers, des risques liés à l'exploitation ainsi que des stratégies de gestion des risques est présentée à la rubrique « Risques et gestion des risques » à la page 18 du rapport de gestion ainsi qu'à la note 26 afférente aux états financiers consolidés, compris dans le rapport annuel 2008 – revue financière de la société. Ce qui suit constitue une mise à jour de ces risques et stratégies de gestion des risques.

Contexte économique La société continue à craindre une détérioration des facteurs économiques influant sur les dépenses de consommation. Ces facteurs comprennent le maintien de taux de chômage élevés, des fluctuations des taux d'intérêt, l'endettement des ménages, une diminution des revenus disponibles et un accès restreint au crédit ainsi que des fluctuations du taux d'inflation. Un ou plusieurs de ces facteurs pourraient avoir une incidence négative sur le chiffre d'affaires et les marges de la société. Les tendances inflationnistes sont imprévisibles et les fluctuations du taux d'inflation se répercuteront sur les prix à la consommation, ce qui pourrait en retour nuire aux résultats de la société. La direction suit de près l'évolution de la conjoncture et estime son incidence sur les activités de la société et tient compte de ces estimations au moment d'arrêter ses décisions d'exploitation à court terme et ses décisions stratégiques à plus long terme.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 8 du présent communiqué de presse.

Mesures financières non conformes aux PCGR

Dans le présent communiqué de presse, la société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA, la marge du BAIIA et la dette nette. La société estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent à la direction et aux investisseurs de l'information pouvant les aider à évaluer la performance financière et la situation financière de la société pour les raisons indiquées ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR du Canada et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à des mesures portant le même nom que présentent d'autres sociétés cotées en bourse. Elles ne devraient pas non plus être interprétées comme pouvant remplacer d'autres mesures financières déterminées conformément aux PCGR du Canada.

BAIIA et marge du BAIIA Le tableau qui suit renferme un rapprochement du bénéfice avant la participation sans contrôle, les impôts sur le bénéfice, les intérêts débiteurs et l'amortissement (le « BAIIA ») et du bénéfice d'exploitation, lequel est rapproché avec les mesures du bénéfice net conformes aux PCGR du Canada qui sont présentées dans les états consolidés intermédiaires condensés non vérifiés des résultats pour les périodes de 12 semaines et de 52 semaines terminées le 2 janvier 2010 et pour les périodes de 13 semaines et de 53 semaines terminées le 3 janvier 2009. Le BAIIA est une mesure utile à la direction qui s'en sert pour évaluer le rendement des activités de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie pouvant combler ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses en immobilisations.

La marge du BAIIA s'entend du BAIIA divisé par le chiffre d'affaires.

(en millions de dollars)	2009 (12 semaines)	2008 (13 semaines – retraité)	2009 (52 semaines)	2008 (53 semaines – retraité)
Bénéfice net	165 \$	190 \$	656 \$	550 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Participation sans contrôle	9	3	11	10
Impôts sur le bénéfice	39	62	269	229
Intérêts débiteurs et autres frais de financement	64	65	269	263
Bénéfice d'exploitation	277	320	1 205	1 052
Ajouter l'incidence de l'élément suivant :				
Amortissement	143	114	589	550
BAIIA	420 \$	434 \$	1 794 \$	1 602 \$

Dette nette Au premier trimestre de 2009, la société avait modifié sa définition de la dette nette afin qu'elle englobe la juste valeur des actifs et passifs dérivés financiers, jugeant que cette mesure devait rendre compte de tous les arrangements financiers portant intérêt.

La dette nette de la société s'entend de la somme de la dette à long terme, de la dette à court terme et de la juste valeur des passifs dérivés financiers, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les dépôts de garantie et la juste valeur des actifs dérivés financiers. La société estime que cette mesure est utile pour évaluer le niveau d'endettement.

(en millions de dollars)	Au 2 janvier 2010	Au 3 janvier 2009
Dette bancaire	2 \$	52 \$
Dette à court terme	–	190
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	343	165
Dette à long terme	4 162	4 070
Autres passifs	36	–
Juste valeur des passifs (actifs) dérivés financiers	(120)	6
	4 423	4 483
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	993	528
Placements à court terme	397	225
Dépôts de garantie	250	437
Dette nette	2 783 \$	3 293 \$

Il n'est pas tenu compte, dans le calcul de la dette nette, des actions privilégiées de deuxième rang, série A, qui sont classées comme des titres de participation. La juste valeur des instruments financiers dérivés prise en compte dans le calcul de la dette nette n'est pas ajustée en fonction de la qualité du crédit, conformément à l'abrégé des délibérations CPN-173 *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers* (le « CPN-173 »). Au 2 janvier 2010, l'ajustement en fonction de la qualité du crédit s'établissait à 4 \$.

États consolidés des résultats

Pour les périodes terminées le 2 janvier 2010 et le 3 janvier 2009	2009 (non vérifié) (12 semaines)	2008 (non vérifié – retraité ¹⁾) (13 semaines)	2009 (non vérifié) (52 semaines)	2008 (vérifié – retraité ¹⁾) (53 semaines)
(en millions de dollars, sauf indication contraire)				
Chiffre d'affaires	7 311 \$	7 745 \$	30 735 \$	30 802 \$
Coût des stocks de marchandises vendues	5 583	6 005	23 539	23 891
Bénéfice brut	1 728	1 740	7 196	6 911
Frais de vente et d'administration	1 308	1 306	5 402	5 309
Amortissement	143	114	589	550
	1 451	1 420	5 991	5 859
Bénéfice d'exploitation	277	320	1 205	1 052
Intérêts débiteurs et autres frais de financement	64	65	269	263
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice et la participation sans contrôle	213	255	936	789
Impôts sur le bénéfice	39	62	269	229
Bénéfice net avant la participation sans contrôle	174	193	667	560
Participation sans contrôle	9	3	11	10
Bénéfice net	165 \$	190 \$	656 \$	550 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars)				
de base	0,60 \$	0,70 \$	2,39 \$	2,01 \$
dilué	0,59 \$	0,70 \$	2,38 \$	2,01 \$

1) Voir les règles de présentation à la page 13 du présent communiqué de presse.

Bilans consolidés

(en millions de dollars)	Au 2 janvier 2010 (non vérifié)	Au 3 janvier 2009 (vérifié – retraité ¹⁾)
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	993 \$	528 \$
Placements à court terme	397	225
Débiteurs	774	867
Stocks	2 112	2 188
Impôts sur le bénéfice	–	40
Impôts futurs	38	41
Charges payées d'avance et autres actifs	50	71
Total de l'actif à court terme	4 364	3 960
Immobilisations	8 559	8 045
Écart d'acquisition et actifs incorporels	1 026	818
Autres actifs	1 042	1 120
Total de l'actif	14 991 \$	13 943 \$
Passif		
Passif à court terme		
Dettes bancaires	2 \$	52 \$
Dettes à court terme	–	190
Créditeurs et charges à payer	3 242	2 823
Impôts à payer	41	–
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	343	165
Total du passif à court terme	3 628	3 230
Dettes à long terme	4 162	4 070
Autres passifs	534	445
Impôts futurs	143	156
Titres de participation	220	219
Participation sans contrôle	31	20
Total du passif	8 718	8 140
Capitaux propres		
Capital-actions ordinaire	1 308	1 196
Bénéfices non répartis	4 948	4 577
Cumul des autres éléments du résultat étendu	17	30
Total des capitaux propres	6 273	5 803
Total du passif et des capitaux propres	14 991 \$	13 943 \$

1) Voir les règles de présentation à la page 13 du présent communiqué de presse.

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les périodes terminées le 2 janvier 2010 et le 3 janvier 2009

(en millions de dollars)	2009 (non vérifié) (12 semaines)	2008 (non vérifié – retraité ¹⁾) (13 semaines)	2009 (non vérifié) (52 semaines)	2008 (vérifié – retraité ¹⁾) (53 semaines)
Activités d'exploitation				
Bénéfice net avant la participation sans contrôle	174 \$	193 \$	667 \$	560 \$
Amortissement	143	114	589	550
Impôts futurs	(33)	29	(29)	27
Règlement de contrats à terme sur capitaux propres	(17)	–	(55)	–
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	298	251	707	(284)
Autres	50	32	66	107
Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation	615	619	1 945	960
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations	(365)	(353)	(971)	(750)
Placements à court terme	(203)	48	(216)	45
Produit tiré de la vente d'actifs	17	64	27	125
Créances sur cartes de crédit, après titrisation	(228)	(150)	8	82
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	(10)	–	(204)	–
Placements dans des franchises et autres créances	10	(16)	6	(37)
Dépôts de garantie et autres	26	(12)	102	(43)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(753)	(419)	(1 248)	(578)
Activités de financement				
Dette bancaire	1	(11)	(50)	50
Dette à court terme	–	(92)	(190)	(228)
Dette à long terme				
Émise	32	–	402	301
Remboursée	(10)	–	(167)	(424)
Titres de participation émis	–	–	–	218
Actions ordinaires rachetées	(56)	–	(56)	–
Dividendes	(18)	(58)	(112)	(288)
Sorties nettes liées aux activités de financement	(51)	(161)	(173)	(371)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	18	50	(59)	87
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(171)	89	465	98
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	1 164	439	528	430
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	993 \$	528 \$	993 \$	528 \$

1) Voir les règles de présentation à la page 13 du présent communiqué de presse.

Informations financières supplémentaires

Règles de présentation Les informations financières intermédiaires condensées non vérifiées ont été préparées conformément aux PCGR du Canada. Comme ces informations financières intermédiaires condensées non vérifiées ne contiennent pas toutes les informations requises par les PCGR du Canada dans les états financiers annuels ou intermédiaires, elles devraient être lues à la lumière des plus récents états financiers annuels publiés pour la période de 53 semaines terminée le 3 janvier 2009 contenus dans notre Rapport annuel de 2008 et les états financiers intermédiaires pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines terminées le 10 octobre 2009. Ces informations financières intermédiaires condensées non vérifiées n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes de la société. Tous les montants des informations financières supplémentaires sont exprimés en millions, sauf indication contraire.

Ces informations financières intermédiaires condensées non vérifiées comprennent celles des comptes de la société et de ceux de ses filiales en propriété exclusive. La société consolide également les entités à détenteurs de droits variables (les « EDDV »), conformément à la note d'orientation concernant la comptabilité 15, « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable interest entities) », de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »), sur lesquelles le contrôle de Loblaw s'exerce autrement que par la détention de la majorité des droits de vote.

Les informations financières trimestrielles et celles de l'exercice précédent ont été retraitées pour tenir compte de l'adoption du chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice à l'étude. Les actifs incorporels, qui étaient auparavant inscrits comme autres actifs dans le bilan consolidé, sont maintenant inclus dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels et se chiffraient à 10 \$ au 2 janvier 2010 (11 \$ en 2008).

Recours à des estimations et des hypothèses La préparation des informations financières intermédiaires condensées non vérifiées exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants et les informations présentés. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur l'expérience passée, sur les connaissances que la direction possède des événements et de la conjoncture en cours ainsi que des activités qui pourraient être entreprises à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Certaines estimations, comme celles relatives à l'évaluation des stocks, aux écarts d'acquisition, aux impôts sur le bénéfice, à la taxe sur les produits et services et aux taxes de vente provinciales ainsi qu'à la dépréciation d'immobilisations et aux avantages sociaux futurs, reposent sur des jugements subjectifs ou complexes à l'égard de questions pouvant être incertaines, et tout changement dans ces estimations pourrait avoir une incidence importante sur les informations financières condensées. L'illiquidité des marchés du crédit, la volatilité des titres de participation, les devises, les marchés de l'énergie et le déclin des dépenses à la consommation ont tous contribué à l'accroissement de l'incertitude liée à ces estimations et hypothèses. Puisque les événements futurs et leurs répercussions ne peuvent être déterminés avec précision, les résultats réels pourraient largement différer de ces estimations. La révision de ces estimations entraînée par une conjoncture fluctuante sera reflétée dans les états financiers des périodes à venir.

Acquisition de T&T

Au troisième trimestre de 2009, la société a acquis la totalité des actions ordinaires en circulation de T&T pour une contrepartie en espèces de 200 \$, dont une tranche de 191 \$ a été versée à la date d'acquisition. La société a également pris en charge un passif de 34 \$ lié aux actions privilégiées émises par T&T à l'intention d'un fournisseur avant l'acquisition. Le passif augmentera avec la performance de T&T, et l'augmentation du passif sera passée en charges au fur et à mesure qu'elle surviendra. Des coûts d'acquisition de 4 \$ ont été engagés dans le cadre de l'acquisition. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise depuis la date d'acquisition ont été pris en compte par la société.

Les actions privilégiées sont classées dans les autres passifs dans le bilan consolidé au 2 janvier 2010. Il pourrait y avoir rachat ou achat des actions privilégiées si certains événements devaient survenir, notamment l'écoulement de cinq ans suivant la date de clôture de l'acquisition. Le porteur des actions privilégiées pourrait prolonger cette période de cinq années supplémentaires si certaines conditions sont respectées. Le passif lié aux actions privilégiées peut être réglé contre des espèces, des actions ordinaires de la société ou une combinaison des deux, au gré de la société.

Le tableau qui suit présente la répartition provisoire du prix d'acquisition, selon l'évaluation actuelle de la juste valeur faite par la direction :

Actifs nets acquis

Stocks	39 \$
Autres actifs à court terme	7
Immobilisations corporelles	73
Écart d'acquisition	131
Actifs incorporels à durée de vie indéterminée (marques de commerce et de fabrique)	51
Actifs incorporels à durée de vie déterminée	14
Passifs à court terme	(60)
Autres passifs	(39)
Impôts futurs	(16)
Contrepartie en espèces	200 \$

Dans le cadre de l'acquisition de T&T, la société a également acquis certains actifs nets en contrepartie de 5 \$.

L'écart d'acquisition découlant de ces opérations n'est pas déductible à des fins fiscales.

Bénéfice net de base par action ordinaire et bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars, sauf indication contraire)

	2 janvier 2010 (12 semaines)	3 janvier 2009 (retraité) (13 semaines)	2 janvier 2010 (52 semaines)	3 janvier 2009 (retraité) (53 semaines)
Bénéfice net aux fins du calcul du bénéfice de base par action (en millions de dollars)	165 \$	190 \$	656 \$	550 \$
Dividendes sur les titres de participation (en millions de dollars)	3	4	14	8
Bénéfice net aux fins du calcul du bénéfice dilué par action (en millions de dollars)	168 \$	194 \$	670 \$	558 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	276,4	274,2	275,0	274,2
Effet dilutif des titres de participation (en millions)	6,6	6,7	6,6	3,6
Effet dilutif de la rémunération à base d'actions (en millions)	0,2	0,1	0,2	0,1
Effet dilutif des autres passifs (en millions)	1,1	–	0,3	–
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	284,3	281,0	282,1	277,9
Bénéfice net de base par action ordinaire	0,60 \$	0,70 \$	2,39 \$	2,01 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire	0,59 \$	0,70 \$	2,38 \$	2,01 \$

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le tableau qui suit présente les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au 2 janvier 2010 et au 3 janvier 2009 :

	Au 2 janvier 2010	Au 3 janvier 2009
Trésorerie	219 \$	42 \$
Équivalents de trésorerie – placements à court terme échéant dans un délai d'au plus 90 jours :		
Dépôts à terme bancaires	385	–
Bons du Trésor	168	219
Titres de créance du gouvernement	40	58
Papier commercial de sociétés	181	209
Trésorerie et équivalents de trésorerie	993 \$	528 \$

Au 2 janvier 2010, la somme de 945 \$ US (961 \$ US en 2008) détenue par Glenhuron a été incluse dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les dépôts de garantie, lesquels sont inclus dans les autres actifs. Les dépôts de garantie sont également détenus par la Banque *PC*. La société a comptabilisé un gain de change non réalisé de 10 \$ pour le quatrième trimestre de 2009 (116 \$ en 2008) et une perte de 146 \$ en 2009 (gain de 210 \$ en 2008), par suite de la conversion de cette trésorerie et de ces équivalents de trésorerie, de ces placements à court terme et de ces dépôts de garantie libellés en dollars américains inclus dans les autres actifs, dont un gain de 18 \$ (50 \$ en 2008) et une perte de 59 \$ (gain de 87 \$ en 2008) en 2009 se rapportent à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie. Le gain ou la perte découlant de la conversion de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements à court terme et des dépôts de garantie inclus dans les autres actifs a été compensé par la constatation dans le bénéfice d'exploitation et le cumul des autres éléments du résultat étendu d'une perte de change non réalisée de 10 \$ (116 \$ en 2008) pour le trimestre et d'un gain de 145 \$ (perte de 209 \$ en 2008) en 2009 sur les swaps de devises.

Débiteurs

Au besoin, la Banque *PC*, filiale en propriété exclusive de la société, titrise des créances sur cartes de crédit, par la vente d'une partie des droits dans ces créances à des fiduciaires indépendantes. En 2009, la société n'a titrisé aucune créance sur cartes de crédit (300 \$ en 2008) auprès d'une fiduciaire indépendante. Au cours du quatrième trimestre de 2009, la Banque *PC* a racheté de la fiduciaire indépendante une coparticipation de 50 \$ (néant en 2008) dans les créances titrisées et une tranche supplémentaire de 90 \$ a été rachetée après le 2 janvier 2010. Le recours des fiduciaires indépendantes à l'égard des actifs de la Banque *PC* se limite aux droits conservés de la Banque *PC* et est de plus soutenu par la société par une lettre de garantie de 116 \$ (116 \$ en 2008) sur une tranche du montant titrisé. Les autres débiteurs sont essentiellement composés des créances à recevoir des franchisés indépendants, des magasins associés et des comptes indépendants.

Stocks

La société a comptabilisé une charge de 15 \$ (16 \$ en 2008) correspondant à la dévaluation des stocks comptabilisés au 2 janvier 2010, afin de les ramener à la valeur de réalisation nette.

Capital-actions

Le capital-actions en circulation de la société se compose d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé. Aux termes du RRD, la société a émis 1 251 325 actions ordinaires sur le capital autorisé au quatrième trimestre de 2009 et en a émis 3 713 094 au cours de l'exercice, à un prix représentant un escompte de 3 % par rapport au marché, ce qui a donné lieu à une augmentation du capital-actions ordinaire et à une économie nette en espèces de 40 \$ et de 119 \$, respectivement. Au quatrième trimestre de 2009 également, la société a racheté aux fins d'annulation 1 698 400 de ses actions ordinaires (néant en 2008) à un prix de 56 \$ (néant en 2008), ce qui s'est traduit par une diminution de 48 \$ (néant en 2008) des bénéfices non répartis au titre de la prime sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation. Au 2 janvier 2010, 276 188 258 actions ordinaires étaient en circulation. De plus, 12,0 millions d'actions privilégiées de deuxième rang, série A étaient autorisées et 9,0 millions d'entre elles étaient en circulation à la fin de 2009. Les actions privilégiées de deuxième rang, série A sont classées comme des titres de participation et sont inscrites dans le passif à long terme.

Le Conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,21 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2009 (0,21 \$ en 2008) et de 0,84 \$ (0,84 \$ en 2008) en 2009, et la date de versement est le 30 décembre 2009. De plus, la société a déclaré un dividende de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A pour le quatrième trimestre de 2009 (0,37 \$ en 2008) et de 1,49 \$ (0,91 \$ en 2008) en 2009, et la date de versement est le 31 janvier 2010. Aux fins de la présentation de l'information financière, des dividendes de 3 millions de dollars (4 millions de dollars en 2008) et de 14 millions de dollars (8 millions de dollars en 2008) sur les actions privilégiées de deuxième rang, série A, pour les périodes de 12 semaines et de 52 semaines terminées le 2 janvier 2010 sont respectivement inclus dans l'état consolidé des résultats à titre de composante des intérêts débiteurs et autres frais de financement.

Après la fin du trimestre, le Conseil a déclaré un dividende trimestriel de 0,21 \$ par action ordinaire qui sera versé le 1^{er} avril 2010 ainsi qu'un dividende trimestriel de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A, dont la date de versement sera le 30 avril 2010.

Éventualités, engagements et garanties

Garanties – Fiducies de financement indépendantes Certains franchisés indépendants de la société obtiennent du financement par l'entremise d'une structure regroupant des fiducies indépendantes, mise sur pied pour consentir des prêts aux franchisés indépendants afin qu'ils puissent acheter plus facilement des stocks et des immobilisations, principalement des équipements et du matériel. Une importante banque à charte canadienne gère ces fiducies.

Le montant brut du capital non encore remboursé des prêts consentis aux franchisés indépendants par la société au 2 janvier 2010 était de 390 \$ (388 \$ en 2008), notamment 163 \$ sous forme de prêts consentis à des EDDV consolidées par la société (152 \$ en 2008). Se fondant une formule de calcul, la société a convenu d'accorder des rehaussements de crédit, sous forme d'une lettre de garantie en faveur de la fiducie de financement indépendante correspondant à environ 15 % (15 % en 2008) du montant total du capital non encore remboursé des prêts consentis, quel que soit la date, soit 66 \$ au 2 janvier 2010 (66 \$ en 2008). Aucun montant n'a été tiré sur la lettre de garantie.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, la facilité de crédit consentie et renouvelable de 475 \$ et d'une durée de 364 jours a été renouvelée. Cette facilité, qui est assortie d'une période de remboursement supplémentaire de 12 mois, sert au financement des fiducies indépendantes. La nouvelle structure de financement a été analysée et la société a conclu qu'elle n'avait pas à consolider d'autres EDDV en raison de ce financement. Conformément aux PCGR du Canada, les états financiers de la fiducie de financement indépendante ne sont pas consolidés avec ceux de la société.

Poursuites Dans le cours normal de ses affaires, la société est l'objet de diverses poursuites et réclamations judiciaires. L'issue de ces poursuites et réclamations est incertaine. Toutefois, sur la foi des renseignements dont nous disposons actuellement, ces poursuites et réclamations, prises individuellement ou collectivement, ne devraient pas avoir une incidence sensible sur la société.

États financiers consolidés et rapport de gestion annuels 2009

Les états financiers consolidés vérifiés et le rapport de gestion de la société pour l'exercice terminé le 2 janvier 2010 seront publiés au plus tard le 12 mars 2010. Ces documents feront partie du rapport annuel de 2009 de la société et seront publiés dans la section destinée aux investisseurs du site Web de la société au www.loblaw.ca ou au www.sedar.com.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes en valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Kim Lee, directrice principale, relations avec les investisseurs, au siège social national de la société ou par courriel à investor@loblaw.ca.

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque *le Choix du Président*, filiale de la société.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence, ainsi qu'une webémission le 17 février 2010, à 11 h (HNE).

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450. La rediffusion sera disponible deux heures après la téléconférence au 416-849-0833, code d'accès 47485855#. Pour accéder à la webémission, veuillez visiter notre site www.loblaw.ca, cliquer sur l'onglet Investir, puis sur la webémission. Préinscription possible.

De plus amples renseignements se trouvent sur le site Web de Les Companies Loblaw limitée au www.loblaw.ca.